



## ARRÊTÉ

Vente au déballage – Vente de Métaux Précieux  
SAS LCRO – 1 avenue Victor Hugo Hôtel Mercure  
Le mardi 17 septembre 2024

N° AG 2024- 0201

Le Maire de la Ville de Rodez,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2212-1 et suivants relatifs aux pouvoirs de police du Maire,

Vu le Code du commerce, notamment les articles L. 310-2, L. 310-8 et L. 310-9,

Vu l'article R. 610-5 du Code pénal sanctionnant par une amende de première classe toute violation d'une interdiction ou le manquement aux obligations édictées par un arrêté de police,

Vu le décret n°2009-16 du 7 janvier 2009 relatif aux ventes au déballage et pris en application de l'article L. 310-2 du code du commerce,

Vu l'arrêté ministériel du 9 janvier 2009 relatif à la déclaration préalable des ventes au déballage devant être adressée au maire de la commune d'implantation de la braderie,

Vu la demande formulée le mercredi 14 février 2024, et adressée à la Ville par la SAS LCRO représentée par Monsieur LELLOUCHE Shmouel,

Considérant que cette autorisation ne peut être donnée que sous réserve du respect des règles en matière de tranquillité, salubrité et sécurité publiques et que l'ordre public soit en tout état de cause préservé,

### Arrête

**Article 1** - La vente au déballage, dite vente de métaux précieux, organisée par la SAS LCRO, domiciliée n°25 avenue du 8 Mai 1945 – 95200 SARCELLES, est autorisée le mardi 17 septembre 2024, n°1 avenue Victor Hugo Hôtel Mercure, sous réserve du respect de l'ordre public.

**Article 2** - La SAS LCRO, mettra en œuvre toutes les diligences nécessaires afin de préserver l'ordre public. Dans le cas contraire, cette autorisation sera retirée à tout moment.

**Article 3** - La présente décision est susceptible de recours administratif auprès de Monsieur Le Maire ou de recours contentieux devant le Tribunal administratif de Toulouse, directement par courrier ou par l'application informatique « Télérecours Citoyens » via le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision concernée.

**Article 4** - Le Directeur Général des Services Communaux et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté.  
Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de l'Aveyron et à Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique.

Rodez, le 22 février 2024

Le Maire certifie exécutoire le présent arrêté  
Transmis en Préfecture le 28 février 2024  
Publié le 28 février 2024

Le Maire,  
Pour le Maire,  
L'Adjointe Déléguée,  
Signé : Monique BULTÉL-HÉRMEN  
Acte dématérialisé